



ALIMENT TERRE



Sol déséché à Bamako © cfsi, Emilie Leroux

FICHE THEMATIQUE

Agriculture et forêt face au défi du changement climatique

Mise à jour : Août 2018

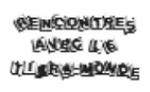
AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, de Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Triballat Noyal. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

RESUMÉ	4
CAUSES ET CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	4
Le changement climatique est lié à l'activité humaine	4
L'agriculture, responsable et victime du changement climatique.	6
La déforestation responsable alors que les forêts font parties de la solution	7
QUE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?	8
La transition vers un système agricole et alimentaire plus durable et solidaire..	9
La gestion durable des forêts	9
Vers une gouvernance mondiale ?	10
ORIENTATIONS PÉDAGOGIQUES	12

L'accès à une alimentation suffisante et de qualité est un enjeu partagé par tous les pays alors que le système alimentaire, de plus en plus mondialisé, ne parvient pas à y répondre. Pour faire face aux défis économiques, sociaux et environnementaux, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et le consommateur local ouvrent des perspectives prometteuses. L'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global est primordiale afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Sur sa plateforme alimenterre.org, le CFSI propose des outils pédagogiques aux acteurs de la formation, de l'éducation et de la sensibilisation. 15 fiches thématiques présentées sous la forme d'un kit et régulièrement actualisées, permettent de saisir les principaux enjeux et les leviers indispensables au changement. Elles incluent des conseils pour préparer les débats, des idées de jeux et d'animation adaptées aux publics visés et une bibliographie pour aller plus loin.

Ces fiches sont un support pour organiser un évènement dans le cadre du Festival ALIMENTERRE (15 octobre au 30 novembre), mais aussi toute l'année. Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre évènement, n'hésitez pas à contacter la coordination ALIMENTERRE présente sur votre territoire.

www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre

RESUMÉ

L'agriculture fait figure d'accusée quand on parle climat. Elle est directement et indirectement responsable du quart des émissions globales de gaz à effet de serre (GES). Mais elle est également une victime, quand frappent sécheresses et inondations. La déforestation est également pointée du doigt, alors que les forêts sont une partie de la solution.

Si rien n'est fait pour réduire drastiquement les émissions, le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait doubler d'ici à 2050, prévient le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). La question du climat exige de la solidarité car ce sont les plus pauvres, ceux dont l'empreinte écologique est pourtant la plus faible, qui sont les premiers touchés.

Comment changer de direction ? En transformant le système agricole et alimentaire pour qu'il soit moins émetteur de GES et permettent l'accès de tous à une alimentation de qualité. Avec l'agroécologie, il est possible de nourrir l'humanité sans détruire la planète. Il faut également soutenir d'autres modes de distribution qui rapprochent les consommateurs des producteurs. **En avançant vers une gestion durable des forêts**, puits de carbone indispensables. **En faisant évoluer les politiques vers plus de cohérence** au niveau mondial et local permettant l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en 2015 lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.

CAUSES ET CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est lié à l'activité humaine

Qu'est ce que le changement climatique ?

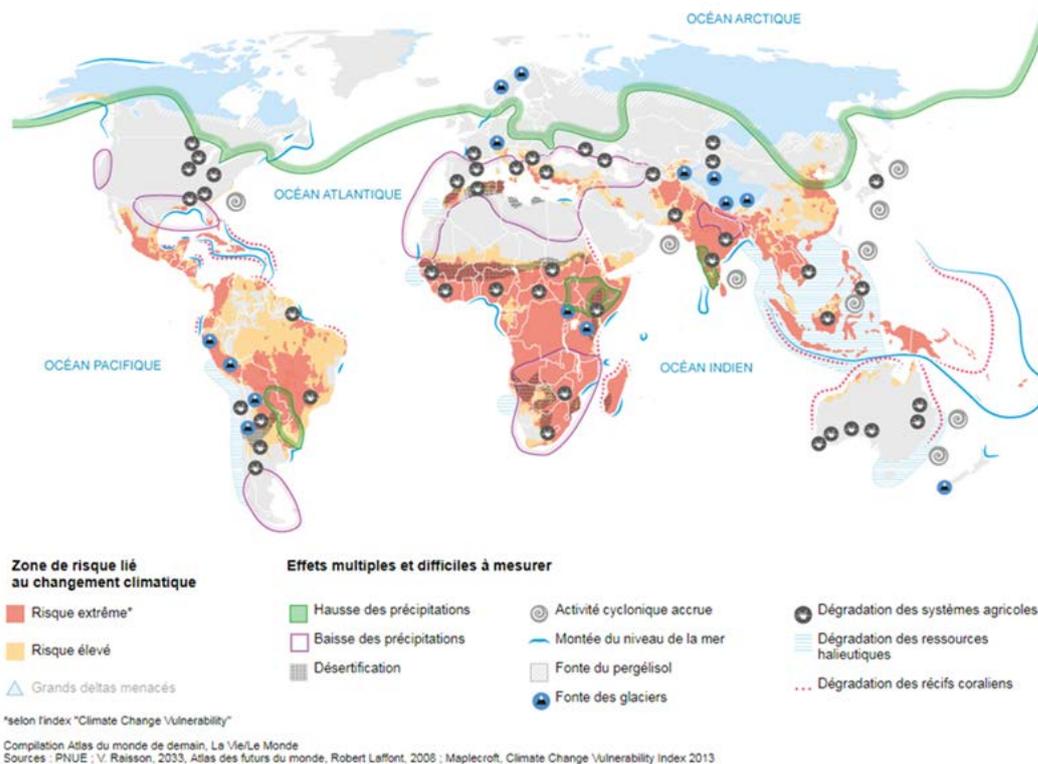
La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) définit les changements climatiques comme étant « **la variation de l'état du climat pendant une longue période (plusieurs décennies)** » [...] « *Variation observable par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés* ».

A l'origine du changement climatique : l'augmentation des gaz à effet de serre causés notamment par les activités humaines. Ces gaz sont : le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O). Les émissions de gaz à effet de serre (GES) passent de + 1,3 %/an sur la période 1970-2000 à + 2,2 %/an sur la dernière décennie.¹

Cette augmentation des gaz à effet de serre est à l'origine d'**effets multiples** : élévation de la température (+ 0,85°C au cours de la période 1880-2012), perturbation du cycle de l'eau, élévation du niveau des mers et des océans, augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles, etc. La dernière décennie s'avère être la plus chaude depuis au moins 1 400 ans alors même que la concentration dans l'atmosphère des GES est sans précédent depuis 800 000 ans. **Les pays du Sud sont les plus vulnérables** comme en témoigne ce graphique.

¹ Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (2015). Dossier de presse COP21 L'agriculture et la forêt au cœur de la solution climatique. URL: <http://agriculture.gouv.fr/cop21-lagriculture-et-la-foret-en-premiere-ligne-pour-le-climat>

Les impacts du changement climatique à l'échelle mondiale



Les activités humaines génèrent des émissions de CO₂ dans l'atmosphère qui dépassent le stockage naturel que permettent les océans et la biomasse (matière organique). Par conséquent, l'équilibre naturel du cycle du carbone est perturbé. Les concentrations accrues de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère renforcent l'effet de serre dit naturel.

La responsabilité des activités anthropiques² dans l'accélération du changement climatique est démontrée depuis 2014 par le Giec - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Les émissions anthropiques mondiales de GES s'élèvent à 49 GtCO₂eq/an (giga tonnes de « CO₂ équivalent » par an).

Le premier **secteur responsable de l'accélération du changement climatique** est celui de **l'énergie**, suivi par **l'industrie** et les **transports**. Ces trois secteurs impliquent la combustion d'énergie fossile (source de CO₂). Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), les émissions de GES issues de la production et de la consommation d'énergie sont d'un niveau « *deux fois plus élevé que celles issues de toutes les autres sources d'émissions confondues* ».

L'agriculture, la déforestation et les autres utilisations des terres sont responsables d'environ 25 % des émissions de gaz à effet de serre : les émissions liées au **secteur agricole représentent 11 %** du total mondial des émissions de GES. **La déforestation est un autre responsable du changement climatique**. De grande ampleur dans les régions tropicales (exploitation du bois, culture du palme à huile, de soja, etc.), elle provoque davantage de dioxyde de carbone que la forêt ne peut en capturer. Les émissions causées par la déforestation contribueraient à plus de 15 % des émissions annuelles mondiales totales (Convention sur la diversité biologique, 2011). Les forêts perdent ainsi leur rôle de protection naturelle contre le changement climatique.

² Anthropique : relatif à l'activité humaine, qualifiant tout élément provoqué directement ou indirectement par l'action de l'homme.

L'agriculture, responsable et victime du changement climatique.

Le modèle agricole productiviste, intensif et gourmand en ressources naturelles (eau, énergie et terres) aggrave le changement climatique. Les systèmes agro-industriels, fortement utilisateurs d'intrants phytosanitaires et chimiques, sont bien plus émetteurs de GES que les systèmes agricoles plus écologiques :

- **l'élevage** est principalement en cause, avec la fermentation entérique³ des ruminants et le stockage d'effluents produisant du méthane (CH₄), dont le potentiel de réchauffement est 20 à 25 fois plus élevé que celui du CO₂. L'élevage engendre 39 % des émissions totales de GES du secteur agricole en 2011 ;
- **le fumier déposé sur les pâturages** produit 16 % des émissions agricoles ;
- **l'application d'engrais synthétiques** est à l'origine de 13 % des émissions. Il s'agit principalement de fertilisation azotée qui émet du protoxyde d'azote (N₂O) ;
- **les rizières**, émettrices en (CH₄), sont responsables de 10 % du total des émissions agricoles en 2011 ;
- **le changement de l'usage des terres agricoles** représente 10 % des émissions du secteur agricole ;
- la part restante (12 %) provient **d'autres causes** : feux de tourbières, de savanes, de forêts, carburants fossiles dans les exploitations agricoles, etc.

Le secteur de l'agriculture et de l'élevage a vu ses émissions augmenter de 14 % entre 2001 et 2011 (FAO)⁴. Cela traduit une expansion de la production agricole dans les pays émergents et les pays en développement. Selon la FAO, si rien n'est fait pour inverser la tendance d'ici 2050, ces émissions pourraient encore augmenter de 30 %.

L'agriculture est pourtant également victime des épisodes climatiques extrêmes en particulier dans les pays du Sud où prime l'agriculture familiale⁵. Ces manifestations provoquent :

- ➔ **des variations sur les résultats de l'activité agricole** : baisse des rendements des cultures vivrières de blé, maïs, soja ; réduction de la disponibilité et de la qualité des fourrages ; baisse de la productivité des troupeaux ; amoindrissement de la qualité des produits ;
- ➔ **des menaces sur les moyens de production** : pertes de terre suite à la montée des océans, destruction matérielle d'infrastructures et de plantations etc. ;
- ➔ **une baisse de la disponibilité des ressources en eau** : selon l'Ifpri⁶, 1,8 milliard de personnes supplémentaires pourraient manquer d'eau en 2050. En cause : la modification des précipitations et la fonte des neiges et glaces. Cela pourrait conduire à de nouveaux conflits liés à l'eau et à l'amoindrissement de la qualité de cette ressource, avec un impact direct sur les cultures vivrières et l'élevage. En Afrique de l'Ouest, on attend une baisse de précipitations à l'horizon 2050 en particulier dans la zone côtière ;
- ➔ **une perte de biodiversité** : les différentes espèces se déplacent et cherchent à s'adapter aux différents changements qui s'opèrent sur leur territoire, provoquant une modification des périodes et des zones de migration qui bouleversent les interactions entre les espèces. Par ailleurs, de nouvelles maladies et des ravageurs ont déjà fait leur apparition.

³ Rots et flatulences issus de la digestion des ruminants.

⁴ Lancée en 2012, la base de données FAOSTAT sur les émissions est une source essentielle pour l'analyse des émissions de GES du secteur AFOLU.

⁵ Rapport C2A (Commission agriculture et alimentation) de Coordination Sud, octobre 2017.

⁶ International Food Policy Research Institute

- **une dégradation des sols** comprenant l'érosion à cause de la réduction de la couverture végétale protectrice, la perturbation des cycles biologiques et de l'eau, la minéralisation accélérée de la matière organique et la salinisation. Cette dégradation entraîne une baisse de la fertilité. En moyenne, la Terre perd 10 hectares de terres cultivables par minute, dont 3 hectares à cause de la salinisation. La hausse des températures va aggraver les processus de désertification⁷ déjà en cours.

Les baisses de production, de revenu et de capital renforcent à leur tour la précarité et la vulnérabilité des familles :

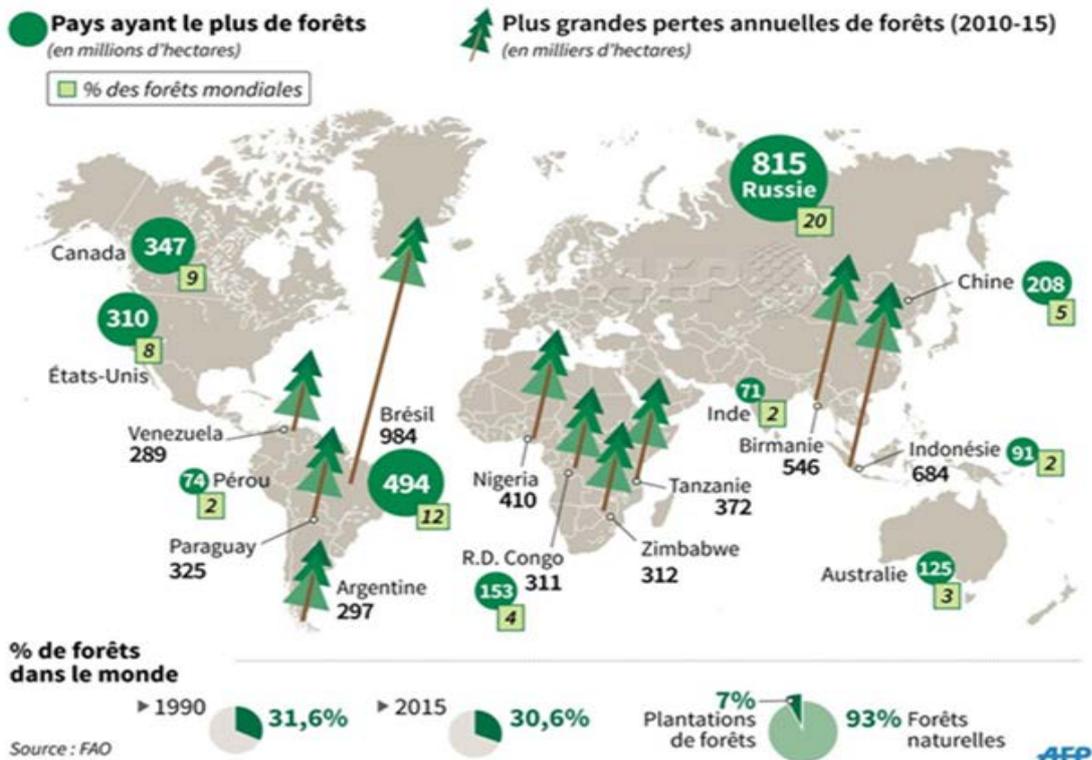
- **flambée des prix alimentaires** : dans des contextes de marchés tendus et non régulés, les trois dernières envolées des prix (2008, 2010 et 2012) sont en partie liées aux phénomènes météorologiques extrêmes. Cela accroît la vulnérabilité des pays dépendant des importations pour se nourrir ;
- **incapacité des familles à entretenir des stocks alimentaires et une épargne** (bétail, monnaie, etc.) ;
- **dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**. D'ici à 2050, la baisse des calories disponibles devraient augmenter la malnutrition infantile de 20 % comparé à un monde sans changement climatique. La moitié des enfants affectés seront en Afrique subsaharienne (Ifpri, 2009) ;
- **montée des conflits, tensions et précarité**, provoqués par une modification des conditions de production autour de la gestion des ressources (foncier, eau) qui se raréfient. Des nouveaux conflits liés à l'eau et à la perte de qualité de cette ressource, impacteraient directement les cultures vivrières et l'élevage ;
- **déplacements de populations** : le Giec indique que les déplacements de populations (réfugiés climatiques) dus au changement climatique sont déjà nombreux. Ils sont causés pour la majorité par l'augmentation du niveau de la mer, la destruction des infrastructures, la baisse des rendements, la dégradation des sols ainsi que par les conflits pour l'accès aux ressources.

La déforestation responsable alors que les forêts font partie de la solution

La déforestation a été plus rapide que la croissance démographique avant 1950 et plus lente depuis. Environ la moitié des pays du globe ont réussi à arrêter, voire à inverser les pertes de couvert forestier. Chaque année, 13 millions d'hectares de forêts disparaissent, soit approximativement une surface de la taille de la Grèce ou du Nicaragua. Dans les zones de forêts tropicales primaires, zones de grande valeur en biodiversité, le rythme de destruction s'élève à 6 millions d'hectares par année.

⁷ Processus progressif de dégradation des sols et de sa végétation. Les régions affectées présentent alors les caractéristiques d'aridité d'un désert.

Les forêts dans le monde



Les forêts sont essentielles de par les services écosystémiques rendus : régulation du climat, atténuation des effets des inondations, tempêtes et érosion des sols, purification de l'eau, pollinisation, production d'aliments et de plantes médicinales, génération de produits commerciaux, paysages, tourisme, récréation et loisirs, etc.

L'histoire des sociétés humaines met en exergue l'existence de liens forts entre l'utilisation des forêts et le développement économique et social. Il existe également des liens entre destruction des forêts et déclin économique.

Selon la FAO, plus de 1,6 milliard d'individus dépendent des forêts comme sources de revenus et moyens de subsistance et 80 % des individus des pays en développement dépendent des remèdes de la médecine traditionnelle, dont la moitié provient de plantes des forêts tropicales. Les forêts sont parmi les écosystèmes les plus riches du monde. Elles abritent la grande majorité de la biodiversité du globe (soit près des deux tiers des espèces vivantes). En détruisant les moyens de subsistance des populations dépendantes des zones forestières, la déforestation menace directement le mode de vie et la sécurité alimentaire de ces communautés.

QUE FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Face au changement climatique, deux leviers d'actions sont indissociables. **Les mesures d'atténuation** ont pour objectif de traiter les causes du changement climatique à travers la réduction des sources d'émissions des GES des différents secteurs d'activités et l'absorption du CO₂ de l'atmosphère en développant les puits de carbone comme les forêts, les zones humides ou les cultures de légumineuses. **Les mesures d'adaptation** consistent à se protéger des conséquences du changement climatique. Même si les émissions de GES étaient réduites drastiquement, les effets du changement climatique sont inévitables.

La transition vers un système agricole et alimentaire plus durable et solidaire

En sortant des modèles industriels émetteurs de CO₂, le secteur agricole pourrait contribuer à la lutte contre le changement climatique ainsi que répondre au défi de la faim dans le monde. Pour cela, le système agricole et alimentaire doit se réinventer. **« La transformation nécessaire est bien plus fondamentale qu'un simple ajustement des systèmes agro-industriels existants »** (Cnuced, 2010)⁸. Le défi du changement climatique implique de comprendre les interrelations entre agriculture, forêt, bioénergies⁹, émissions de GES et sécurité alimentaire.

Les agricultures familiales¹⁰ mettent en œuvre diverses stratégies et options d'adaptation aux changements climatiques, notamment en privilégiant **l'agroécologie**¹¹ **qui limite la pression sur les ressources naturelles et réduit les émissions de GES**. Ils peuvent cultiver sans labour, laisser les pailles sur le sol entre deux récoltes de céréales, intercaler un semis de plantes protéagineuses. Les déjections animales remplacent également l'engrais de synthèse pour les surfaces céréalières. Ailleurs, la replantation d'arbres ou de haies met les cultures à l'abri du vent, freine le ruissellement des eaux de pluie, préserve et enrichit les sols, restaure des colonies d'insectes pollinisateurs. La réintroduction de la biodiversité réduit en outre le recours aux pesticides et aux insecticides. De tels gestes, qui protègent les sols contre l'érosion, enrichissent les parcelles en matière organique et limitent l'usage d'engrais et d'herbicides, gagnent du terrain sur tous les continents.

Faire évoluer les choix de consommation a un effet sur le changement climatique, comme par exemple la viande. Dans le document « Un coup de fourchette pour le climat »¹², le Réseau Action Climat décrit 7 façons de réduire les émissions de gaz à effet de serre de notre alimentation : manger moins et moins riche ; manger moins de viande et de produits laitiers ; manger de saison ; manger bio ; lutter contre le gaspillage ; manger local ; acheter moins transformé et moins emballé. Le consommateur peut également devenir acteur de la transition en s'informant sur les enjeux agricoles et alimentaires ou en se mobilisant dans une association agissant pour une alimentation durable et solidaire au Nord comme au Sud.

La gestion durable des forêts

La forêt séquestre annuellement près de 20 % des émissions de carbone à l'échelle mondiale. A cet égard, la question du foncier rejoint celle de la forêt. La forêt peut jouer un rôle primordial à différents niveaux :

- ➔ **puit de carbone** : grâce à la photosynthèse, les arbres captent le CO₂ de l'atmosphère et le séquestre sous forme de carbone dans la biomasse vivante, puis dans la litière et le sol ;
- ➔ **protection des sols** : les racines des couverts forestiers sont un moyen de lutter contre l'érosion tandis que l'apport de matière organique en décomposition préserve la fertilité des sols ;
- ➔ **la régulation de la pollution de l'eau** : selon leurs propriétés, les végétaux filtrent différents polluants (pesticides, nitrate, cuivre etc.). Les micro-organismes qu'ils

⁸ Cnuced (2010). *L'agriculture à la croisée des chemins : garantir la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique*.

⁹ Les bioénergies comprennent l'ensemble des énergies dérivées de la conversion de l'énergie solaire en biomasse par des processus biologiques, autrement dit par la photosynthèse (source : Futurascience).

¹⁰ Pour plus d'informations sur l'agriculture familiale consulter la fiche pédagogique ALIMENTERRE dédiée à la thématique.

¹¹ Pour plus d'informations sur l'agroécologie, consulter la fiche pédagogique ALIMENTERRE dédiée à la thématique.

¹² <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/04/Un-coup-de-fourchette-pour-le-climat-.pdf>

abritent accélèrent la dégradation de ces polluants. Trois quarts de l'eau douce accessible provient des bassins versants des forêts.

Une nécessaire reforestation et gestion durable de la forêt : cette dernière permet de lutter contre l'effet de serre soit par un accroissement de la surface forestière (plantation d'arbres), soit par une optimisation de la gestion existante en produisant davantage de bois d'œuvre de qualité ou de combustible ligneux remplaçant favorablement les combustibles fossiles. **L'agroforesterie est en cela pourvoyeuse d'une amélioration de la fertilité des sols.** Elle « désigne les pratiques, nouvelles ou historiques, associant arbres, cultures et/ou animaux sur une même parcelle agricole, en bordure ou en plein champ ».

Au Nord comme au Sud des initiatives foisonnent :

- ➔ Le kit « *If not us, then who?* », sélection 2016 du Festival ALIMENTERRE met en lumière le rôle des peuples autochtones dans la préservation des forêts et la lutte contre le changement climatique. Vanildo Carmo de Souza, leader communautaire très respecté, se bat depuis de nombreuses années pour obtenir la reconnaissance par l'État de son territoire et assurer un avenir stable à sa communauté.
- ➔ **Au Sénégal**, les exploitations familiales agroécologiques accèdent aux marchés porteurs. Les organisations d'appui aux producteurs, en partenariat avec Agrisud et soutenus par le programme Pafao¹³, ont développé une méthode originale d'analyse des systèmes de production. Cette « caractérisation » diffère des approches classiques de diagnostic, la vision est plus globale. Elle prend en compte non seulement les faiblesses de l'exploitation, mais aussi et surtout, les contraintes du milieu, naturel, économique et social.¹⁴ Avec le retour des précipitations, certains paysans ont changé de variété de mil. « *Ils sont revenus à l'espèce cultivée avant le démarrage des grandes sécheresses en 1960* », explique Benjamin Sultan, climatologue.¹⁵

Vers une gouvernance mondiale ?

Le Réseau Action Climat ¹⁶ fait état de l'engagement des États face à l'urgence climatique :

« En 2009, lors **de la conférence de Copenhague (COP15)**, les pays du monde entier se sont mis d'accord pour limiter la hausse des températures sous 2°C, d'ici à la fin du siècle. Il a été établi qu'au-delà de ce seuil de 2°C, les changements climatiques auraient des conséquences irréversibles sur la planète. En 2012, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a affirmé que pour respecter l'objectif de 2°C, on ne pourra exploiter qu'un tiers de l'ensemble des ressources fossiles prouvées d'ici à 2050. Autrement dit, 2/3 de ces ressources doivent rester dans le sol ».

« **Lors de la COP21 en 2015, l'accord de Paris a été encore plus ambitieux.** 195 pays se sont engagés à limiter la hausse en deçà de 1,5° et atteindre l'équilibre entre puits anthropiques et émissions de GES pendant la seconde moitié du siècle. Concrètement, cela veut dire zéro émissions (nettes) de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, HFC, etc.) le plus tôt possible après 2050 (autour de 2060-2080). Ce qui implique de ne plus émettre de CO2 lié à l'utilisation d'énergies fossiles dès 2050 et de laisser environ 80 % des combustibles fossiles dans les sols ».

¹³ Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) <http://www.cfsi.asso.fr/programme/promotion-agriculture-familiale>

¹⁴ <http://www.alimenterre.org/au-senegal-les-exploitations-familiales-agroecologiques-accident-aux-marches-porteurs>

¹⁵ Sciences au Sud / IRD (2015). Changement climatique : de la perception à l'adaptation.p1.

<http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/908-sciencesausud-changement-climatique.pdf>

¹⁶ <https://reseauactionclimat.org/urgence-climatique/>

Seule l'existence d'une gouvernance mondiale de la question climatique pourrait s'assurer de la cohérence entre les engagements internationaux et les politiques nationales et locales mises en œuvre. Jusqu'à présent, les efforts ont portés sur l'atténuation à travers la recherche d'économies et l'évolution de nos modes de consommation. Le soutien à l'adaptation pour les populations du Sud, pourtant les plus touchées, demeure encore trop secondaire.

Des initiatives internationales

De nombreux acteurs se mobilisent pour la mise en **place du Programme REDD+**¹⁷ de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il vise la mise en place d'un marché du carbone associé à la protection des forêts. Des ONG critiquent vivement ce programme. Elles qui soulignent la prise de contrôle de forêts par des compagnies privées au détriment des populations autochtones. Et comme le souligne Catherine Aubertin, chercheuse à l'IRD, même « si des communautés autochtones savent en tirer partie », « ce type de mécanisme est un nouvel avatar du colonialisme qui apporté son modèle de développement basé sur le marché et son opposition homme/nature »¹⁸.

Au niveau international, **l'Initiative 4 pour 1000**¹⁹ issue des COP20 & 21 et le **concept de « Climate-Smart Agriculture »**²⁰ (agriculture climato-intelligente) porté par la FAO visent à améliorer la teneur en matière organique, encourager la séquestration de carbone dans les sols et mettre en œuvre des pratiques agricoles adaptées aux conditions locales pour un accroissement durable des rendements. Certaines ONG mettent néanmoins en garde sur les limites de l'initiative par rapport à l'ambition des objectifs et la nécessité de se prémunir des éventuels impacts négatifs de certaines mesures. Ne s'étant pas formellement opposé, Coordination Sud a tout de même émis des réserves sur cette initiative²¹.

Après avoir fait de l'année 2014 l'année internationale de l'agriculture familiale, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté officiellement la **Décennie pour l'agriculture familiale 2019-2028**. Quant au gouvernement français, il a inscrit l'agroécologie comme priorité dans la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt²².

Les Nations unies ont également adopté **17 objectifs de développement durable** en 2015 qui couvrent l'intégralité des enjeux du développement durable tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, la faim, l'eau mais aussi la pauvreté, l'égalité des genres, la paix, l'agriculture, l'éducation, etc. Elles demandent une mobilisation de l'ensemble des acteurs, institutionnels comme ceux de la société civile.

¹⁷ Rapport critique sur la question : Angerand S., Castellagnet C., Karsenty A., Vogel A., *Le mécanisme REDD+ et les Paiements pour Services Environnementaux permettront-ils de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation*. URL : <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/brochure-8p-payer-environnement.pdf>

¹⁸ <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/economie-circulaire/isr-rse/redd-un-mecanisme-vivement-critique-par-les-ong-136158.html>

¹⁹ Rapport critique sur la question : C2A, (2015). Initiative « 4 pour 100 » soyons vigilants. Note de la CDD et de la C2A. URL : <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Note-N8-4-pour-1000-soyons-vigilants-Octobre-2015-VFR-2.pdf>

²⁰ Rapport critique sur la question : Note de la CCD et de la C2A. *Global alliance for climate-smart agriculture : un jeu de dupes ?* Septembre 2014, URL : <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Note-N--2-GACSA-un-jeu-de-dupes-Septembre-2014-VFR1.pdf>

²¹ Coordination Sud (2018), « Politiques climatiques dans l'agriculture : quelle cohérence avec le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud ? », Les Notes de Sud n°12, janvier 2018. URL : <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Notes-de-SUD-n°12-CPD-et-politiques-climatiques-dans-l'agriculture-1.pdf>

²² www.gouvernement.fr/action/la-loi-d-avenir-pour-l-agriculture-l-alimentation-et-la-foret

ORIENTATIONS PÉDAGOGIQUES

Ci-après vous trouverez une sélection de propositions d'outils d'animation, films et bibliographie pour préparer vos événements. N'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE de votre territoire pour vous faire accompagner.

Questions d'entrée dans le débat

Comment les changements climatiques affectent-ils l'agriculture et la forêt ? Quelles sont les solutions durables face au changement climatique ?

Exemples d'outils d'animation

Kit pédagogique « un coup de fourchette pour le climat », Réseau Action Climat (RAC). En ligne : <http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/952-un-coup-de-fourchette-pour-le-climat.pdf>

Kit pédagogique : « Our Life 21 » 4D. En ligne : <http://www.alimenterre.org/ressource/kit-pedagogique-our-life-21>

Filmographie

Fabian Ribezzo, (2016) Film « *The Change* », Zabache Films et ONUHABITAT. Sélection ALIMENTERRE 2016. En ligne: <http://www.alimenterre.org/film/the-change-0>

Paul Redman, (2009) Film « Les guerrières de Babassu » dans le cadre de la campagne « if not us then who », sélection du festival ALIMENTERRE en 2016. <http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/if-not-us-then-who.pdf>

DataGueule - Spécial « 2 degrés avant la fin du monde ». En ligne : www.youtube.com/watch?v=Hs-M1vgI_4A

Bibliographie

Les Notes de CSud N°7, novembre 2017. *Deux ans après l'Accord de Paris, l'action est l'affaire de tous.tes !* URL: <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/notes-du-sud-N7-web-vf.pdf>

Rapport de Coordination Sud, (2012). *Agricultures paysannes et atténuation du changement climatique : quelques éléments de compréhension*. URL: <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/2012-agricultures-paysannes-et-attenuation-au-changement-climatique-quelques-elements-de-comprehension1.pdf>

Rapport de la C2A, (2017). *Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques*. URL: <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/rapport-C2A-2017-french-web-MD.pdf>

Cirad, (2015). *Changement climatique et agriculture, une sélection des compétences du Cirad*

Giec, (2014). *Changement climatique 2014, 5è rapport d'évaluation*, URL : www.ipcc.ch.

Alternatives Économiques / CFSI n°349 bis, septembre 2015. Risques climatiques défi alimentaire.p14. URL: <http://www.alimenterre.org/face-au-rechauffement-climatique-reinventer-l-agriculture>



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

